



Arrêt

**n°107 879 du 1^{er} août 2013
dans l'affaire X / III**

En cause : X
agissant en nom propre et en qualité de représentante légale de
X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.

LE PRESIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 août 2012, en son nom personnel et au nom de son enfant mineur, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile, pris le 26 juillet 2012.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 12 avril 2013 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande à être entendu du 29 avril 2013.

Vu l'ordonnance du 4 juin 2013 convoquant les parties à l'audience du 27 juin 2013.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. TYTGAT, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT loco Mes D. MATRAY et S. CORNELIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La partie requérante prend deux moyens, qui, ici réunis, peuvent être décrits comme pris de la violation du principe de non-refoulement et de l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, du principe de bonne administration ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

2. Il apparaît qu'en date du 21 décembre 2012, par son arrêt 94 414, le Conseil du Contentieux des Etrangers a annulé la décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Par conséquent, la demande d'asile du requérant devant faire l'objet d'un nouvel examen par le Commissaire général, il y a lieu de constater que la décision attaquée a perdu son fondement et qu'elle doit dès lors être annulée.

3. La partie défenderesse expose que la partie requérante n'a pas intérêt au recours. Elle expose qu'en effet l'exécution de l'annexe 13 *quinquies* est suspendue conformément à l'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980 lors de l'examen par le Conseil du recours introduit devant le Conseil contre la décision du CGRA et qu'elle peut uniquement faire l'objet d'un recours devant le Conseil lorsqu'elle devient exécutoire.

A cet égard, le Conseil relève que le motif d'irrecevabilité ainsi soulevé sur pied de l'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980, et qui l'était déjà dans la note d'observations de la partie défenderesse, n'est à tout le moins plus pertinent lorsque le recours contre la décision du CGRA a abouti à une décision d'annulation de ladite décision et que le Conseil a ainsi statué.

Pour le surplus, le fait que la décision attaquée - qui repose expressément sur cette décision annulée du CGRA - a perdu son fondement demeure et il s'impose de l'annuler pour ce motif.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

L'« ordre de quitter le territoire-demandeur d'asile » (annexe 13*quinquies*) pris le 26 juillet 2012 est annulé.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier août deux mille treize par :

M. G. PINTIAUX,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

G. PINTIAUX